



COMMUNIQUE DU MAIRE

Vendredi 30 septembre 2011

LE CENTRE DE SECURITE SOCIALE DOIT RESTER A AULNAY !

Le projet CPAM 2011-2013 prévoit la réorganisation des services de la caisse primaire d'assurance maladie et la fermeture de plusieurs sites. Dans notre département, la direction de la caisse primaire d'Assurance-Maladie (CPAM) a décidé de fermer 14 centres de Sécurité sociale dont celui d'Aulnay-sous-Bois.

Les organismes de Sécurité Sociale n'échappent donc pas à la politique de réduction des dépenses qui frappe l'ensemble du secteur public et qui, peu à peu, prive les services publics des moyens nécessaires à l'exercice de leurs missions.

Inscrit dans les objectifs fixés par la Révision Générales des Politiques Publiques (RGPP), ce plan constitue un pas de plus vers le démantèlement de notre système de protection sociale. Il ne manquera pas d'affaiblir encore le service rendu aux assurés sociaux puisque la fermeture de ces sites s'accompagne d'un éclatement du dossier de l'assuré social et réduit le nombre d'accueils de proximité. La création, en remplacement, de pôles spécialisés obligera les assurés sociaux à recourir à l'informatique, aux serveurs téléphoniques ou encore à de multiples déplacements. Des démarches payantes et souvent compliquées pour les personnes âgées ou les publics socialement fragiles. **Cette restructuration en profondeur marque bien une rupture radicale avec une des composantes fondamentales de notre service public, le lien de proximité entre l'usager et son dossier.**

Cette logique productiviste et purement comptable conduit la Direction de la CPAM à présenter un plan de restructuration lourd de conséquences pour les assurés sociaux et le personnel. Cette véritable saignée ne donnera plus les moyens de répondre efficacement aux attentes et aux besoins d'une population touchée par la précarité.

Je me ferai l'écho des préoccupations des Aulnaysiens dans un courrier que j'adresserai prochainement au ministre des Solidarités et de la Cohésion sociale, Madame Roselyne BACHELOT. J'en appelle à la population afin de se mobiliser et qu'ensemble nous décidions des initiatives à prendre pour faire prévaloir l'intérêt général.